



## SEANCE DU BUREAU DU 11 FÉVRIER 2021 DECISION N° 2021-023- DB

<b>Date d'affichage :</b> <b>18 février 2021</b>	Le onze février deux mille vingt et un à 17 heures 15, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis en Visioconférence, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire Maire de la Ville de Saumur, le deux février deux mille vingt et un.
Nombre de membres : 52	
En exercice : 52	
Quorum : 27	
Présents: 43	<b>Membres présents en séance :</b>
Excusé(s) : 4	<b>Présents : (43)</b>
dont pouvoir(s) : 1	Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Sophie METAYER, Christian RUAAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric TOURON, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Didier ROUSSEAU, Armel FROGER, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Pierre-Yves DOUET, Jacky MARCHAND, Loïc BIDAULT, Eric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND.
Absent(s) : 5	<b>Excusé(s) : (4)</b>
Nombre de votants : 44	Eric MOUSSERION, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Alain BOURDIN, Benoît LEDOUX
Secrétaire de séance :	<b>Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (1)</b>
M. Guy BERTIN.	Benoît LEDOUX à Jackie GOULET
	<b>Absent(s) : (5)</b>
	Michel PÂTTEE, Jean-Philippe RETIF, Thierry MORISSET, Jeannick CANTIN, Pierre de BOUTRAY

### **ADHÉSIONS AUX ORGANISMES DIVERS : COTISATIONS 2021**

Monsieur le Président présente au Bureau institutionnel la liste des organismes auprès desquels adhère la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire pour l'exercice 2021.

**Aussi,**

**Vu** les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

**Vu** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le Bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

**Vu** la délibération n° 2020-124 DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant délégation au Bureau et au Président d'une partie de ses attributions, modifiée par la délibération n° 2020-180 DC du 12 novembre 2020 ;

Vu la délibération n° 2020-213 DC du 17 décembre 2020 adoptant le Budget Primitif 2021 ;

**Considérant** l'intérêt pour la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire d'adhérer à ces organismes ;

**Il est proposé au Bureau communautaire :**

- **D'ADHÉRER** pour 2021 aux organismes tels que figurant au tableau ci-annexé (annexe 1)

**Le Bureau est invité à en délibérer.**

**Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.**

Résultat des votes : Pour = 44 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture : **17 FEV. 2021**

Date de réception en sous-préfecture : **17 FEV. 2021**

Insertion au Recueil des Actes Administratifs  
du 1er trimestre 2021

Pour le Bureau et pour extrait conforme  
Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire,  
Maire de la Ville de Saumur



Jackie GOULET

Matière de l'acte	7 – Finances locales	7.10.6 – Autres
-------------------	----------------------	-----------------

*En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »*